



La “news factory”, ça suffit !

Le SNJ l'avait prévu et combattu : Info 2015 et la fusion des rédactions nationales a débouché sur une “news factory”, où l'on peine à trouver du sens au travail et de l'humanité. Elle pèse aujourd'hui de tout son poids sur la santé des salariés de la rédaction nationale.

Le cabinet CEDAET en dresse tous les contours dans un rapport très alarmant, remis il y a plusieurs mois. La direction nous promet un plan d'action. Un de plus ! En 10 ans, les alertes se sont succédé, presque chaque année... et pourtant, rien !

Notre employeur va-t-il enfin comprendre qu'il est soumis à une obligation de sécurité et de prévention des risques ? Oui, les salariés de la rédaction nationale vont mal. Et non, la politique de “la porte ouverte” ne va pas régler cette souffrance. Il est temps que la direction cesse de résumer à “du cas par cas” une violence structurelle qu'elle organise. Ce discours lui permet depuis des années de fuir ses responsabilités.

15 ans de restructuration, de changement de bureaux, des promesses de projets toujours plus “smart”... les salariés sont fatigués de s'adapter aux dernières lubies de leurs dirigeants enfermés dans leur tour d'ivoire.

Que faudra-t-il pour réintroduire un peu d'humanité dans notre rédaction ? Devrons-nous aller jusqu'à une action en justice pour prouver que nous vivons un harcèlement moral institutionnel ? Car depuis 10 ans, la politique de France TV a bien pour objet ou pour effet de dégrader nos conditions de travail afin d'atteindre un objectif managérial, économique ou financier. Avec 150 millions d'euros d'économies réclamés pour 2026, la tutelle nous étrangle, mais la direction tresse la corde.

Le rapport CEDAET pointe d'ores et déjà un nombre élevé d'arrêts maladies chez les salariés les plus âgés, dès 45 ans. Des salariés mis sur la touche, peut-être plus assez vigoureux ou malléables. Peut-être trop “bleus”, de la couleur de France 3, une chaîne non pas fusionnée, mais absorbée par France 2. De l'autre côté de la pyramide des âges, il y a cette cohorte de jeunes, corvéables à merci et qui, pour sortir de la précarité, acceptent de vivre en constant surmenage. Difficile de résister face à la pression de la “commande”. Des cadres dirigeants le reconnaissent auprès des experts de CEDAET : il y a bien une “forte verticalité du pouvoir décisionnel, une attente d'obéissance élevée”.

Comment imaginer que des journalistes puissent exercer sereinement leur métier avec cette organisation de travail ? Un modèle où la brutalité managériale est tolérée, ses manifestations banalisées.

Un modèle qui annihile toute autonomie, tout échange, et qui ne propose à certains que le “sale boulot” fait de micros-trottoirs ou d'éléments pour les sujets que des collègues - mieux cotés auprès des éditions - assembleront à distance. Du journalisme 6.0, celui qui n'a plus grand chose à voir avec le métier choisi, qui vise à rapporter des faits et non à construire des “stories” pour raconter un sujet pré-pensé dans les bureaux des rédacteurs en chef.



Dans cet univers peuplé d'exécutants interchangeables, la brutalité s'illustre aussi entre collègues. "Vous connaissez le "mobing" ? Vous l'avez sans doute observé. Ce phénomène décrit l'exclusion d'un salarié par un petit clan. Isolé. En perte de lien social. Fragilisé. Pourquoi ? Souvent parce qu'il n'est plus assez "efficace", ou désinvesti, en recherche d'un nouveau poste. Il pèse sur la charge de travail des autres. Et parfois, il se plaint aussi. Insupportable pour ceux qui aspirent à garder leur place ou à grimper dans la hiérarchie. Les experts de CEDAET observent que la perte d'empathie se développe à la rédaction nationale. Petit à petit, le manque d'humanité devient une norme acceptable dans notre collectif de travail...

Les RH ont-ils des solutions ?

Le constat dressé par le rapport CEDAET est, là encore, tristement amer : non, les responsables RH ne parviennent pas à "constituer un levier de régulation" face aux éditions ou à d'autres managers plus proches des hautes sphères du pouvoir. La DRH groupe et la DRH de l'information ont bien compris ce message : elles ont toutes deux récemment démissionné.

Alors comment mettre fin à cette spirale infernale ?

Les experts de CEDAET émettent plusieurs recommandations. Nous les avons lues avec attention et nous vous prévenons : le SNJ attend cette fois un véritable plan de France TV pour sortir de cette dangereuse organisation. La santé des salariés est en jeu. Et si la direction souhaite poursuivre sa politique de l'autruche, pour notre part, nous prendrons nos responsabilités pour soutenir nos collègues en souffrance. Y compris en justice.

Paris, le 15 avril 2026

[Liste de vos représentants SNJ en page suivante.](#)

[Voir ici.](#)

VOS REPRÉSENTANTS



AU SIÈGE



ANNE GUILLÉ-ÉPÉE

Correspondante
France 2 en région



ANTOINE CHUZEVILLE

Journaliste
service Société



MATHILDE GOUPIL

Journaliste
rédaction web



SOPHIE PIARD

Journaliste
service Climat
Environnement



MAGALI DEFER

Journaliste reporter
d'images

UNE QUESTION ? BESOIN D'AIDE ?

CONTACTEZ-NOUS !

SNJ@FRANCETV.FR

01 56 22 88 28

*Nous sommes à votre écoute
et nous portons votre voix.*

DÉLÉGUÉS SYNDICAUX (DS)

**ANTOINE CHUZEVILLE
MATHILDE GOUPIL
ANNE GUILLÉ-ÉPÉE
SOPHIE PIARD**

REPRÉSENTANTES DE PROXIMITÉ (RP) INFO ET SPORTS

**MAGALI DEFER
ANNE GUILLÉ-ÉPÉE**

REPRÉSENTANTE SYNDICALE (RS) AU CSE SIÈGE

MATHILDE GOUPIL

ÉLUS SUPPLÉANTS AU CSE SIÈGE

**ANTOINE CHUZEVILLE
ANNE GUILLÉ-ÉPÉE**

